



11 bd de la Sous Préfecture 63500-ISSOIRE
Tél: 09 75 98 03 46 - Fax: 04 73 89 00 84
christelle.cregut@orange.fr

PALAIS DE JUSTICE D'AURILLAC : Réfection des Salles d'Audience

21, Place du Square
15 000 AURILLAC



ARCHITECTE MANDATAIRE :

EIRL CREGUT Christelle
11, Bd de la Sous Préfecture
63 500 ISSOIRE
Tél : 09.75.98.03.46
Mél : contact@cregut-architecte.fr

ARCHITECTE :

PRONAOS ARCHITECTURE
Rue du Castellat
12 330 VALADY
Tél : 05.65.71.86.95
Mél : philippe.blondin@pronaos.fr

BE FLUIDES :

LARBRE INGENIERIE
47, Rue du Montais
03 100 MONTLUCON
Tél : 04.70.08.07.58
Mél : bet-03@larbre-ingenierie.fr

BE STRUCTURE :

IDEUM PARTNERS
32, Rue de Sarliève
63 800 CURNON D'Auvergne
Tél : 04.73.41.05.94
Mél : contact@ideum.fr

BE ACOUSTIQUE :

ECHO Acoustique
2, Rue Mathieu de Bourbon
42 160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
Tél : 04.77.61.93.32
Mél : alex.julien@echo-acoustique.com

BUREAU CONTROLE :

SOCOTEC
14, Avenue du Garric
15 000 AURILLAC

BUREAU SPS :

APAVE
1, Rue Schuman Maurice
43 700 ST GERMAIN LAPRADE
Tél : 04 71 04 27 49

MAITRE D'OUVRAGE

MINISTERE DE LA JUSTICE
Département de l'Immobilier de Lyon
20, bd Eugène Deruelle - Immeuble le Britannia
69 432 LYON Cedex 03

Lot n°00

TOUT CORPS D'ETAT

CCTP

Dossier	
Date	05/05/2025
Phase	DCE
Indice	

Code	Désignation
00.1	Liste des Lots Lot n°00 TOUT CORPS D'ETAT Lot n°01 DEMOLITION / GROS OEUVRE Lot n°02 CHARPENTE / COUVERTURE Lot n°03 SERRURERIE Lot n°04 MENUISERIE BOIS INTERIEURE Lot n°05 PLATRERIE-PEINTURE Lot n°06 CHAUFFAGE / VENTILATION Lot n°07 ELECTRICITE / COURANTS FAIBLES Lot n°08 REVETEMENTS DE SOLS Lot n°09 TENTURES
00.2	Définition de l'Opération Objet : Le présent CCTP a pour but la description détaillée des travaux et prestations de tous les corps d'état relatif à la réalisation de : PALAIS DE JUSTICE D'AURILLAC : Réfection des Salles d'Audience
00.3	Maître d'Ouvrage MINISTERE de la JUSTICE 20, Bd Eugène Deruelle - Immeuble Le Britania 69 432 LYON
00.4	Maître d'Oeuvre EIRL CREGUT CHRISTELLE Architecte D.P.L.G. - Urbaniste 11 boulevard de la Sous-Préfecture 63500 ISSOIRE Tel : 09 75 98 03 46 - contact@cregut-architecte.fr ARCHITECTE DU PATRIMOPINE PRONOS ARCHITECTURE Rue du Castellas 12 330 VALADY BUREAU D'ETUDE ACOUSTIQUE ECHO Acoustique 2, Rue Mathieu de Boubon 42 160 ANDREZIEUX BOUTHEON BUREAU D'ETUDE FLUIDES LARBRE INGENIERIE 47, Rue du Montais 03 100 MONTLUCON BUREAU D'ETUDE STRUCTURES IDEUM PARTNERS 32, Rue de Sarliève 63 800 COURNON D'AUVERGNE
00.5	Bureau de Contrôle SOCOTEC 14, Avenue du Garric 15 000 AURILLAC
00.6	Coordonnateur SPS SOCOTEC 14, Avenue du Garric 15 000 AURILLAC

Code	Désignation
00.7	Documents Graphiques ARCHITECTE - Christelle CREGUT : Dossier Format A3 : Plans Dossier Format A3 : Plans
00.8	Prescriptions Générales Communes à Tous les Corps d'Etat
00.8.1	Documents de Référence <p>Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le règlement sanitaire- Les cahiers des Charges DTU, les règles de calculs DTU publiés par le CSTB ainsi que leurs annexes, modifications, additifs ou errata.- Les cahiers des clauses spéciales CCS rattachés aux DTU et les mémentos pour la conception publiés par le CSTB.- Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers ou procédures expérimentales spécifiques ATEX pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.- Les normes Françaises homologuées.- Les Clauses Administratives Générales (CCAG) et du Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP).- Les classements aux labels décernés par les organisations de certifications spécialisées.- Les règles concernant la protection sismique des bâtiments d'habitation applicables à la zone notamment du 16 juillet 1992 (rappel des zones ci-après). <p>Nota : L'énumération de certains DTU et normes en tête la description des différents corps d'état n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-avant.</p> <p>Les ouvrages sont réputés complets. Ils sont définis par les pièces dessinées en plans, coupes, façades, et par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). L'ensemble de ces documents constituant un tout qui définit la prestation. Une omission dans un de ces documents ne soustraira pas l'entrepreneur à l'obligation d'exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, ou décrits pour le montant global du marché. Il aura prévu dans son offre, les ouvrages de sa profession qui seront nécessaires et qui n'auraient pas été précisés dans les documents ci-dessus.</p> <p>Le présent CCTP a pour but de définir la qualité et la nature des ouvrages à réaliser. L'entreprise doit réaliser l'ensemble des travaux de son lot suivant les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, normes, prescriptions, règles de calculs, cahier des clauses techniques, cahier des clauses spéciales et documents annexes DTU propre à chaque corps d'état, en vigueur à la date de remise des offres.</p> <p>L'entreprise doit utiliser les matériaux et produits dont les caractéristiques, de dimensions, formes, qualités de matériaux employés dans les travaux, sont fixés en fonction des cahiers des clauses techniques du DTU de chaque corps d'état, mis à jour à la date de remise des offres.</p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de réaliser ses propres travaux en tenant compte des réservations et des préparations nécessaires à la bonne exécution des ouvrages des autres corps d'état, sans que ceux-ci aient à engager des ouvrages supplémentaires hors des travaux normaux de leur lot.</p>
00.8.2	Contrôle Technique <p>Les honoraires afférents au contrôle technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Les travaux tous corps d'état seront soumis au contrôle d'un organisme spécialisé.</p>
00.8.3	Vérifications <p>Chaque entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents fournis. Il ne pourra en aucun cas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'Art ou dont l'exécution laisserait à désirer.</p> <p>Avant toute mise en oeuvre l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de suivre les indications et cotes fournies, pour l'exécution de ses travaux. En cas d'impossibilité, il en référera immédiatement à l'architecte.</p> <p>Il ne pourra en aucun cas modifier le projet de l'architecte, mais devra signaler toutes modifications qu'il croirait utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par l'architecte.</p> <p>Faute de se conformer aux présentes prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.</p> <p>Chaque entrepreneur devra la réception des supports avant tout début d'intervention et devra notifier par courrier à l'architecte tous les travaux nécessaires et préalables à l'exécution de ses prestations.</p>

Code	Désignation
00.8.4	Réservations Les entreprises intéressées devront remettre en son temps au titulaire des lots concernés, les schémas et plans de réservation. En l'absence de ceux-ci, les réservations seront exécutées par le lot demandeur à sa charge et responsabilité. L'ensemble des demandes de réservations devra parvenir en temps utiles aux bureaux d'études concernés et aux entreprises concernées avant que les plans d'Exécution et les plans d'atelier ne soient publiés. Passé ce délai, les entreprises demandeuses assumeront par leur propre moyen leur manquement.
00.8.5	Nettoyage de Chantier Les ouvrages de chaque lot devront être laissés en parfait état d'achèvement et de propreté ainsi que le chantier et les abords. Tous les matériaux non utilisables seront enlevés et transportés aux décharges publiques par l'entreprise concernée. Dans le cas contraire, le nettoyage et l'évacuation seront exécutés par le lot Gros Oeuvre, à la charge du ou des corps d'état concernés. Le nettoyage du chantier devra être réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux de chaque lot. L'ensemble des abords du chantier ainsi que toutes traces de chantier seront dégagés au plus tard 15 jours avant la date de réception. Pour tout chantier non nettoyé, la maîtrise d'oeuvre se réserve le droit de faire intervenir une entreprise à sa convenance pour faire nettoyer le chantier, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et d'en répercuter le coût à toutes entreprises intervenant au moment de la constatation.
00.8.6	Remplacement des Ouvrages Défectueux Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions de l'architecte.
00.8.7	Réunions de Chantier Les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les entrepreneurs qui devront y donner les suggestions ou les problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot (voir CCAP), sous peine d'une amende forfaitaire par absence non justifiée suivant CCAP
00.8.8	Installation - Organisation - Sécurité & Hygiène du Chantier Il sera établi un P.G.C. par le coordonnateur Sécurité Santé P.P.S.P.S : compris dans l'offre
00.8.9	Compte Prorata Sans Objet
00.8.10	Choix des Matériaux Les marques de matériaux et produits indiqués dans le CCTP sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, soit pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leur aspect ou leurs qualités. Les entreprises pouvant proposer toutes autres marques a qualités et caractéristiques comparables, lors de la remise des offres en joignant les références des produits ou matériaux qu'il se propose d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation. Le choix définitif, étant arrêté par l'architecte. Tous produits ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération. En complément, l'entreprise devra demander à l'Architecte de définir le choix des coloris avant toute commande. Elle ne pourra arguer de retard si sa commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais de livraison des fabricants et des dates de mises en oeuvre)
00.8.11	Clauses Spéciales de Chauffage du Chantier Sans objet
00.8.12	Frais à la Charge de l'Entreprise Sans objet
00.8.13	Travaux Nécessaires à l'Installation du Chantier A la charge de chaque entreprise et à inclure dans leur prix.
00.8.14	Avant Mètre Quantitatif Les frais affaissant aux Avant Mètres Quantitatifs ne sont pas à la charge des entreprises adjudicataires, pour l'ensemble des lots. Le présent quantitatif (DPGF) est fourni à titre de renseignement (le quantitatif n'est pas une pièce contractuelle), les erreurs ou omissions apparaissant dans le quantitatif, restent à la charge des entreprises adjudicataires, pour le montant global de

Code	Désignation
	<p>leur soumission. Les détails des calculs peuvent être fournis sur simple demande. (voir chapitre PLANS et DEVIS). Il appartient à l'entrepreneur de procéder à la vérification de l'avant métré, toute erreur qui pourrait être décelée à quelque moment que ce soit, après la remise de l'acte d'engagement, ne saurait conduire à une modification du prix forfaitaire porté à ce dernier, y compris pour les fondations. Chaque entreprise sera censée avoir pris connaissance de toutes les contraintes inhérentes aux autres corps d'état. Les frais affairant aux Avant Métrés Quantitatifs sont à la charge du Maître d'Ouvrage</p>
00.8.15	<p>Contrôle Interne des Entreprises</p> <p>AUTOCONTROLE DES ENTREPRISES Au terme du décret du 07 décembre 1978, le bureau de Contrôle, dans le cadre de sa mission:</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assure que pendant l'exécution des travaux, les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil, s'effectuent de manière satisfaisante; - procède elle-même par sondages au contrôle de l'exécution des travaux; <p>Au vu de ces vérifications, le bureau de Contrôle fournit au Maître d'Ouvrage un avis de synthèse sur l'ensemble des ouvrages. Il conviendra par conséquent que les entreprises lui communiquent les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur chantier, - liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages, - formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante. <ul style="list-style-type: none"> - En cas de préfabrication d'éléments d'ossature ou du clos-couvert en BA ou BP , l'existence , la mise en place et les résultats du contrôle interne de l'entreprise concernée , conditionnent les avis du bureau de contrôle et nos avis . - Dès la " conception " il convient d'en avertir les constructeurs en faisant noter dans le D.C.E. une mention particulière renforçant la clause générale sur l'autocontrôle , qui précisera que cette entreprise devra nous fournir son plan de contrôle interne BA/BP PR2FA., ses fiches d'autocontrôle et/ou répondre aux fiches de renseignement du bureau de contrôle .
00.8.16	<p>Avis Relatif à la Mission Fonctionnement</p> <p>I- Pour les entreprises chargées des travaux, de fournir au bureau de contrôle, les plans détaillés d'exécution avec spécifications des matériaux, des sections, des accessoires (coudes, boîtes de raccordement...) et les notes de calculs justifiant que les résultats demandés seront atteints par les équipements décrits dans les plans et schémas.</p> <p>II- Pour les entreprises, prévenir suffisamment à l'avance le bureau de Contrôle des dates des essais de fonctionnement, en précisant les modalités prévues pour permettre au bureau de Contrôle d'y assister, au moins partiellement.</p> <p>Et de fournir les P.V. détaillés d'essais avec les points de mesure, les résultats des mesures...</p> <p>III- Ces essais de fonctionnement des installations techniques, selon les prescriptions du document technique COPREC N°1 sont à réaliser par les entreprises. Ils sont à communiquer au bureau de contrôle sur les P.V. des documents techniques COPREC N°2 qui seront fournis en temps utile. Ces essais sont prévus pour : Plomberie - Chauffage - Ventilation - Electricité - Réseaux VRD (AEP + EU + EP)</p> <p>ESSAIS "COPREC": Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises doivent effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-51 bis, 17 déc. 1982 du Moniteur du Bâtiment et des T.P.). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle. Le bureau de contrôle adressera au Maître de l'ouvrage un rapport explicitant ses avis relatifs aux procès-verbaux mentionnés ci-dessus.</p>
00.8.17	<p>Plans d'Exécution des Ouvrages</p> <p>Mission réalisée par la MOE</p>
00.8.18	<p>Dossier des Ouvrages Exécutés</p> <p>1 fichier Pdf + fichiers Dwg au format numérique par "Transfert"</p>
00.8.20	<p>Eléments de chiffrage à prendre en compte</p> <p>L'offre devra tenir compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les frais d'échafaudages, - les frais de protection des ouvrages - les difficultés d'approvisionnement et de mise en oeuvre - les frais d'étalement et d'épuisement d'eau - les nettoyages systématiques du chantier, les enlèvements des gravats

Code	Désignation
	<p>- les analyses et les essais</p> <p>STATIONNEMENT DES VEHICULES Les entreprises solliciteront auprès de la police municipale une autorisation de voirie pour réserver des places de stationnement à proximité du tribunal.</p> <p>CASIERS JUDICIAIRES (volet B2) : L'entreprise devra communiquer avant toute intervention, la liste complète du personnel pouvant intervenir sur le chantier, accompagnée des casiers judiciaires (volets B2), des copies recto et verso des cartes d'identité nationale. Cette obligation est valable également pour tous les sous-traitants. Au regard du contenu des casiers judiciaires (volet B2), le maître d'ouvrage ou le chef d'établissement pourra interdire l'intervention d'un ouvrier ou d'un compagnon</p> <p>TENUE DE CHANTIER : Chaque compagnon devra porter une tenue avec le nom de l'entreprise.</p> <p>HORAIRES : du lundi au vendredi de 7h30 à 17h30.A VALIDER AVEC LA JURIDICTION</p>
00.8.21	<p>Prescriptions au-delà des DTU</p> <p>Les éléments constituant les CCTP seront décrits et réputés être à minima conformes aux différents avis technique, TDU et autres normes de références. Toutefois, certaines finitions décrites dans les documents suivants pourront aller au delà des tolérances données dans les différents textes normatifs. Dans un tel cas, les nouvelles tolérances seront décrites et écrites et supplanteront aux textes normatifs. Les conséquences sur le travail de reprise à effectuer par l'entreprise sera également décrit. Les entreprises titulaires des marchés ne pourront en aucun cas se reporter aux textes normatifs pour refuser les reprises.</p>
00.9	<p>Diagnostics</p> <p>Le constat de risque d'exposition au plomb (Crep) est annexe à l'appel d'offre. Il appartient à chaque entreprise de le viser et de tenir compte des remarques de ce diagnostic dans l'établissement de l'offre. La présence de plomb ne pourra pas être un support à quel que modification ou demande de la part des entreprises après la remise des offres. Il appartient aux entreprises de formuler leur remarque au moment de la remise des offres dans le cadre du mémoire technique. Le diagnostic Amiante ne fait pas apparaître d'amiante au droit des interventions prévues.</p>
00.10	<p>Installation de Chantier</p> <p>A la charge :</p> <ul style="list-style-type: none">- du lot Gros Oeuvre pour la mise en place de barrières de type Héras ajourées pour délimiter la zone de stockage ainsi que la signalétique nécessaire à l'intérieur du Palais- du lot Electricité pour l'alimentation électrique du bungalow et d'un coffret de chantier- du lot Plomberie pour l'alimentation en eau du chantier (Robinet de puisage)
Edition du 5/05/2025	
Page 6/6	